

COMITÉ : Droits Humains

QUESTION : Comment gérer les tensions liées à l'exploitation des ressources naturelles pour garantir la paix et la durabilité au Congo ?

MEMBRE DE L'ÉTAT-MAJOR : Calliopée Hugé et Lorina Lepouras

POSITION : Présidente et Vice-Présidente

Table des matières

Introduction personnelle	2
Introduction	2
Définition des termes clés	3
Aperçu général	4
Pays, personnages organisations concernés	10
Développements récents	12
Implication des Nations Unies	13
Solutions déjà mises en place	13
Solutions possibles	14
Annexe	15
Bibliographie	16

Introduction personnelle

Chers délégués,

Nous sommes Calliopée Hugé, votre présidente, et Lorina Lepouras, votre vice présidente, dans le comité des Droits Humains.

Dans ce fascicule vous trouverez des informations sur le thème : Comment gérer les tensions liées à l'exploitation des ressources naturelles pour garantir la paix et la durabilité au Congo ?

La lecture de ce fascicule ainsi que des recherches personnelles sont indispensables pour mieux comprendre la position de votre pays que vous devriez défendre pendant ces trois jours.

Nous sommes ravies et très enthousiastes d'avoir la chance de vous guider pendant cette conférence. N'hésitez pas à nous poser des questions si vous en avez besoin. Bonne chance à tous.

A bientôt !

Introduction

La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays d'une richesse minérale exceptionnelle, ayant des ressources stratégiques telles que le coltan, l'or, les diamants et le cuivre. En effet, depuis des décennies, ces ressources sont à l'origine de conflits interminables qui ne font qu'augmenter les tensions entre des groupes armés et des communautés locales. Ce cycle de violence a des conséquences dévastatrices sur les populations locales, qui subissent non seulement les effets des conflits, mais aussi la dégradation de leur environnement. La pollution des terres et des cours d'eau, ainsi que la déforestation, endommagent la santé des habitants et compromettent les moyens de subsistance des communautés, intensifiant ainsi les tensions sociales.

En exploitant ce fascicule, vous serez amenés à relever le défi de gérer les tensions liées à l'exploitation des ressources naturelles, tout en cherchant des solutions pour favoriser une exploitation responsable et équitable. Finalement, il est crucial d'encourager la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des ressources, tout en respectant la souveraineté nationale.

Mot Clés

Ressources naturelles: L'ensemble des éléments issus de la nature, exploités ou exploitables par l'homme ex: le cuivre, le coltan

Exploitation: L'utilisation ou la mise en valeur des ressources naturelles, des matières premières ou des éléments d'un territoire

Conflit locaux: Tensions ou disputes qui se manifestent à l'échelle d'une communauté ou d'une région

Exploitation illégale : L'extraction ou l'utilisation de ressources naturelles effectuée en violation des lois et réglementations en vigueur.

Ressource minières: Matériaux extraits du sous-sol qui possèdent une valeur économique

Richesse naturelle: L'ensemble des ressources naturelles présentes dans un territoire ex: le cobalt au Congo (ressources minières)

Acteurs internationaux: Puissances étrangères qui exploitent les ressources ex: Etats Unis , Chine

Impact socio-environnemental : Les répercussions combinées des activités humaines sur la société et l'environnement.

Minerais stratégiques: Minéraux considérés comme essentiels pour l'économie et la sécurité nationale en raison de leur rôle crucial dans des technologies avancées et des industries clés (par exemple, le cobalt ou le coltan pour la fabrication de batteries et d'appareils électroniques)

Extractivisme: Modèle économique fondé sur l'extraction massive des ressources naturelles pour l'exportation

Groupe armée: Un groupe qui n'a pas le statut d'État mais qui a la capacité de générer un niveau de violence

Confiscation: l'action par laquelle une autorité (généralement l'État) saisit de manière légale un bien appartenant à une personne physique ou morale, souvent à titre de sanction.

Aperçu Général

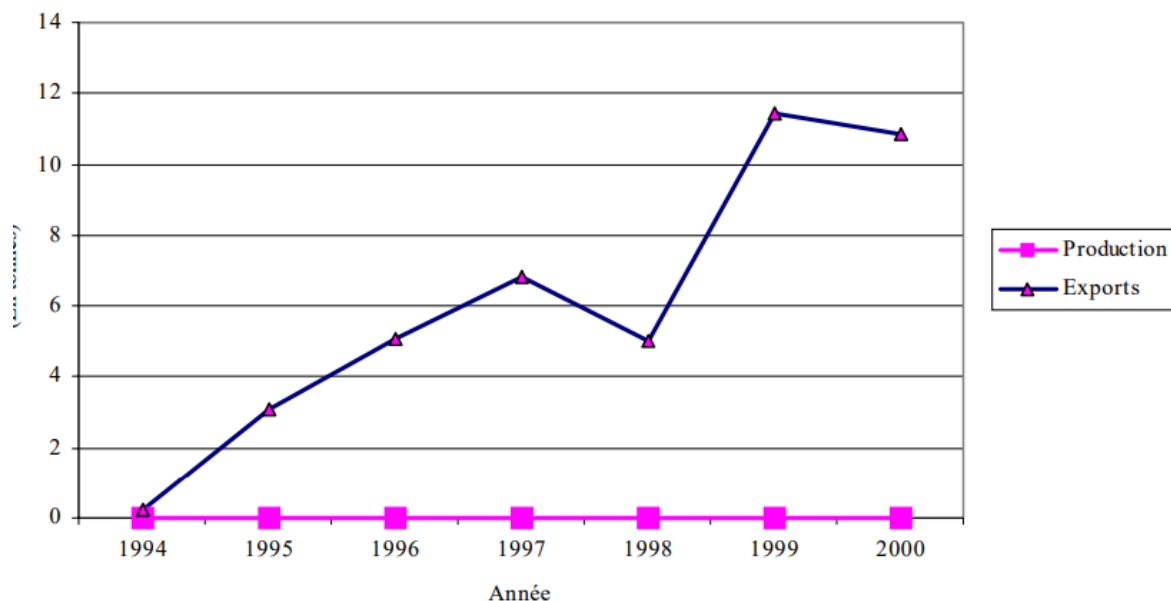
La crise en République Démocratique du Congo (RDC) découle des luttes post-coloniales pour le pouvoir, suite à l'indépendance de la Belgique en 1960. Le conflit actuel, qui a débuté dans les années 1990, affecte principalement l'est du pays, à la frontière avec le Soudan du Sud, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie.

Causes

Pillage et exploitation illégale :

Dans le rapport S/2001/357, le Conseil de Sécurité confirme l'exploitation illégale de ressources naturelles de la RDC (Chapitre II, point F), soulignant l'écart entre les

Figure 1
Ouganda : production et exportation d'or, 1994-2000



De plus, des groupes armés, souvent soutenus par des puissances étrangères, contrôlent illégalement des zones minières, finançant ainsi leurs activités militaires. Par exemple, le groupe rebelle M23, soutenu par le Rwanda, a pris le contrôle de zones riches en minerais dans l'est de la RDC, générant des revenus substantiels par le biais de taxes illégales imposées aux mineurs et aux transporteurs.

Faiblesse de la gouvernance :

La corruption continue et le manque de structures étatiques solides dus à celle-ci ont permis à des entités illégales de prospérer, poussant la population à rejoindre des groupes armés vu le manque de perspectives et de développement économiques. L'absence de réglementation efficace facilite l'exploitation abusive des ressources naturelles.

Ingérences étrangères :

Des pays voisins, tels que le Rwanda et l'Ouganda, ont été accusés d'exploiter illégalement les ressources de la RDC (ex: le coltan et l'or), exacerbant les conflits internes. Le rapport des Nations Unies souligne que l'exploitation illégale des ressources par ces pays prend diverses formes, notamment la confiscation et l'exploitation directe.

Conséquences

Crise humanitaire

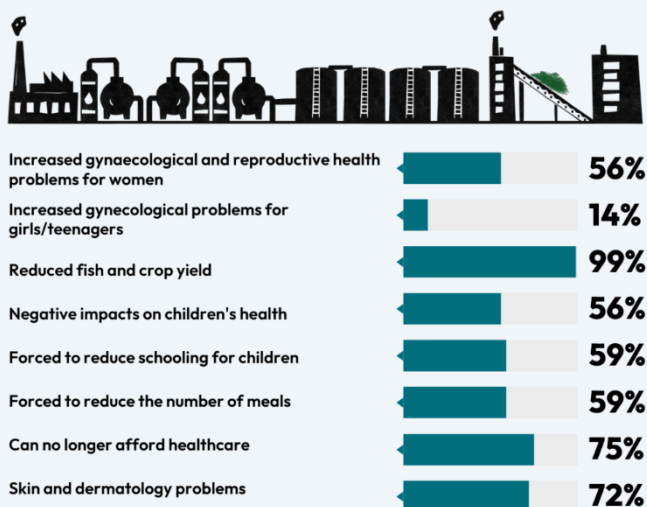
La RDC fait face à une grave crise humanitaire comme conséquence des conflits prenant place à l'Est du pays. Des millions de personnes au total ont été contraintes de se déplacer pour fuir, et une hausse dans la criminalité et les violences sexuelles est observée. Ceci découle également du manque de ressources pour les habitants, forcés à devoir chercher du bois ou de la nourriture à leurs propres risques.

Impact socio-environnemental

Dû à l'exploitation industrielle de cobalt dans la RDC, l'eau a été gravement polluée. Selon une étude de RAID et AFREWATCH, 99% des locaux affirment que la production de leurs champs et cultures a été réduite de façon importante dû à la contamination de l'eau. Des analyses faites sur cinq masses d'eau confirment qu'elles étaient toutes affectées par une pollution industrielle acidifiée, les rendant toxiques pour la vie humaine et animale.

Issues linked to water pollution most frequently cited by local communities living near the world's largest cobalt mines

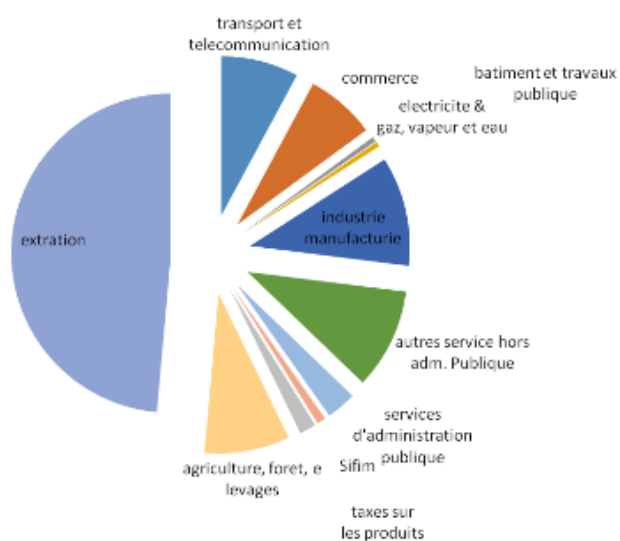
% of total interviewees who reported the issue



Rapport du RAID

Statistiques importantes :

L'économie de la République démocratique du Congo est fortement dépendante du secteur extractif, qui représentait 46 % des recettes publiques et 98,9,3 % des exportations en 2021. Les gisements miniers du pays comprennent plus de cinquante minerais identifiés. Une douzaine d'entre eux sont exploités : cuivre, cobalt, argent, uranium, plomb, zinc, cadmium, diamant, or, étain, tungstène, manganèse et certains métaux rares comme le coltan. En raison d'une baisse de la demande de cobalt, la contribution du secteur extractif au PIB est passée de 20,1 % en 2018 à 13,8 % en 2021.



Etudes de cas:

Rébellion du M23 :

Le Mouvement du 23 mars, également appelé M23, est un groupe armé, actif dans le Nord-Kivu en République démocratique du Congo, créé le 6 mai 2012 par des officiers des forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), entrés en rébellion contre le gouvernement congolais. Actuellement le groupe armé contrôle plusieurs cités minières stratégiques dans l'est de la République Démocratique du Congo (RDC) comme celle de Rubaya qui est considérée comme un des gisements de coltan les plus riches du monde. Bintou Keita, chef de la mission de l'ONU au Congo, a déclaré au Conseil de sécurité que le commerce des minéraux de la région de Rubaya représente plus de 15 % de l'approvisionnement mondial en tantale.

Ainsi, le Congo est le premier producteur mondial de tantale, considéré comme un minéral essentiel par les États-Unis et l'Union européenne. Cela génère environ 300 000 dollars de revenus par mois pour le groupe armé. « C'est extrêmement préoccupant et il faut y mettre un terme. » Le blanchiment criminel des ressources naturelles de la RDC sorties clandestinement du pays renforce les groupes armés, entretient l'exploitation des populations civiles, dont certaines sont réduites à l'esclavage de fait, et compromet les efforts de rétablissement de la paix », a ajouté Keita.

En outre, depuis la résurgence de la rébellion du M23 en mars 2022 la situation s'est détériorée. Des milliers de personnes ont été tuées et plus d'un million ont été déplacées depuis la reprise des combats.

Les fabricants sont soumis à une surveillance stricte pour garantir que les métaux utilisés dans des produits tels que les ordinateurs portables et les batteries pour véhicules électriques ne proviennent pas de zones de conflit comme l'est du Congo. Keita a déclaré qu'à mesure que les profits de l'exploitation minière ont augmenté, les groupes armés sont devenus des entrepreneurs militarisés, ce qui les rend plus forts à la fois militairement et financièrement.



Témoignages de survivants d'un massacre attribué au M23 :

Les Nations Unies accusent le groupe armé M23 d'avoir massacré 170 civils dans l'est de la République Démocratique du Congo. Parmi les rares survivants figure un père de sept enfants, miraculeusement rescapé d'une attaque brutale.

« C'était au milieu de la nuit quand ils sont venus me chercher. J'étais aux toilettes. Ils ne m'ont même pas laissé le temps de m'habiller. Ils m'ont mis à genoux, m'ont demandé de l'argent, puis ils ont tiré... Une balle m'a effleuré la tête et emporté mon oreille droite. », témoigne-t-il au micro de la RTBF.

Comme lui, Odette porte à jamais les cicatrices de cette violence. Elle vit aujourd'hui réfugiée dans la cité de Kilolirwe, à Masisi, avec ses enfants, après avoir perdu son mari. « Mon mari était professeur à Karenga, et directeur des études dans son école. Ils l'ont tué. Il m'a laissée seule avec neuf orphelins. »

À Bunagana, la population a vécu les 10 derniers mois sous occupation du M23. " Au début, ils étaient très cruels, ils ont instauré un régime de terreur ", affirme un jeune qui a souhaité cacher son nom et son visage



Éviction forcée à Luisha :

L'agglomération de Luisha, à 80 km de Lubumbashi, était un petit village traditionnel, mais depuis la fin des années 1990, des personnes se sont installées dans la région pour gagner leur vie grâce à l'exploitation minière artisanale. Luisha est devenue une ville importante, bien que non planifiée, d'environ 32 000 habitants et les structures temporaires ont été remplacées par des maisons en briques avec des toits en tôle. Bien que les mineurs artisanaux aient trouvé et développé des puits productifs autour de Luisha, ces sites ont souvent été repris par des entreprises, dont certaines sont liées à l'élite politique. Le 24 et 25 novembre 2009, la police de la province du Katanga a ordonné la démolition de centaines de maisons et d'entreprises dans le village de Kawama, adjacent à la mine de Luiswishi. Les habitants n'ont reçu aucun préavis et aucune base légale n'a été fournie pour ces démolitions, laissant les résidents sans abri et sans moyens de subsistance.



Exploitation illégale à Menda :

Le 19 février 2025, des creuseurs, soutenus par des militaires de la Garde républicaine, ont envahi le site minier de Menda, appartenant à Boss Mining, pour y exploiter du cuivre et du cobalt. Derrière cette exploitation sauvage se cachent des coopératives illégales opérées par des individus de plusieurs nationalités, notamment des Chinois et des Libanais, dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba.

En outre, le site minier de Menda est principalement connu pour ses réserves de cuivre et de cobalt. Toutefois, sa proximité avec Shinkolobwe, une ancienne mine d'uranium hautement réglementée, pose un sérieux problème. Selon Justicia Asbl, l'exploitation anarchique en cours pourrait s'étendre vers les gisements d'uranium,

mettant en péril la sécurité environnementale et sanitaire de la région.



Pays et organisations concernés

Pays:

Congo: Le pays abrite une grande partie des ressources naturelles stratégiques du monde, comme le coltan, le cobalt, l'or, le cuivre, et le diamant. Ces ressources alimentent une grande partie de l'économie mondiale, mais elles sont aussi une source majeure de tensions internes et externes. L'exploitation illégale et les conflits armés pour le contrôle de ces ressources sont des défis majeurs.

Rwanda: Le Rwanda a été accusé d'avoir soutenu des groupes armés s'opposant au gouvernement congolais comme les M23. De plus, le Rwanda est également un acteur clé dans le commerce des minerais extraits de la RDC. Il y a des allégations selon lesquelles des minerais extraits illégalement en RDC transitent par le Rwanda pour être exportés vers d'autres pays.

Chine: La Chine est un des principaux consommateurs des ressources naturelles de la RDC, notamment le cobalt, le cuivre et d'autres minerais essentiels à l'industrie technologique mondiale. Plusieurs entreprises chinoises sont impliquées dans l'exploitation minière en RDC, souvent dans des conditions contestées par des observateurs internationaux. En outre, la Chine est également critiquée pour ses pratiques minières et pour l'absence de contrôles rigoureux dans ses chaînes d'approvisionnement en particulier

pour les technologies modernes, telles que les batteries pour les véhicules électriques et les appareils électroniques.

Etats-Unis: Comme la Chine, les États-Unis sont un autre acteur mondial majeur. Ils ont adopté des législations telles que la section 1502 du Dodd-Frank Act, qui oblige les entreprises américaines à vérifier si leurs minerais proviennent de zones de conflit. Les États-Unis ont également imposé des sanctions contre des groupes armés opérant en RDC et contre des entreprises liées à l'exploitation illégale des ressources. Cependant les Etats Unis à travers des entreprises multinationales américaines extraient des minerais comme le cobalt et le cuivre. Bien que ces ressources soient cruciales pour les industries technologiques et énergétiques, leur exploitation a des répercussions environnementales et sociales importantes, y compris la pollution.

France: La France est impliquée dans l'exploitation des ressources naturelles en RDC à travers ses entreprises, notamment dans le secteur minier. Ces entreprises, bien que contribuant à l'économie, sont souvent critiquées pour leur rôle dans la dégradation de l'environnement et les violations des droits humains, telles que les conditions de travail précaires et la pollution. Cette exploitation soulève des préoccupations éthiques et environnementales, notamment concernant le cobalt et le cuivre.

Organisations

MONUSCO (Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo) : La MONUSCO est une force de maintien de la paix des Nations Unies en République démocratique du Congo. La nouvelle mission est autorisée à utiliser tous les moyens nécessaires pour s'acquitter de son mandat, notamment en vue d'assurer la protection des civils, du personnel humanitaire et du personnel chargé de défendre les droits de l'homme se trouvant sous la menace imminente de violences physiques et pour appuyer le Gouvernement de la RDC dans ses efforts de stabilisation et de consolidation de la paix.

RENOI (Réseau National des Observateurs Indépendants des Ressources Naturelles) : Le RENOI est un Réseau des Organisations et Plateforme d'observateurs Indépendants des ressources naturelles, créé dans la ville de Kinshasa capitale de la République Démocratique du Congo en date du 19 novembre 2018. La mission de cette organisation est de renforcer l'observation indépendante et la transparence dans la gestion des ressources

naturelles en RDC et de soutenir les droits des communautés locales et des peuples autochtones

Care : Care est une ONG qui fournit de l'aide humanitaire comme une aide alimentaire, accès à l'eau ou à l'hygiène, accès aux soins de santé à la population Congolaise. Comme par exemple aux populations victimes des violents conflits dans les régions du Sud et Nord Kivu ainsi que du Kasaï.

HCDH (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme) : Le HCDH joue un rôle clé en RDC en surveillant les violations des droits humains liées à l'exploitation des ressources naturelles, comme le travail des enfants et les violences sexuelles. Il collabore avec la MONUSCO et la société civile pour promouvoir la justice, la responsabilité et une gestion équitable des ressources dans les zones affectées.

ITIE : Leurs objectifs sont de promouvoir une meilleure compréhension de la gestion des ressources naturelles, de renforcer la gouvernance et la responsabilisation des secteurs public et privé, et de fournir les données

nécessaires à l'élaboration des politiques et au dialogue multipartite dans le secteur extractif.

Développements récents

Mai 2025	Les Etats Unis cherche à faire un accord avec la RDC le plan américain vise à pacifier l'est de la RDC, une région riche en minéraux
Février 2025	Des militants des Forces Démocratiques Alliées (FDA) ont enlevé et exécuté par décapitation au moins 70 civils dans le village de Mayba, au Nord-Kivu.
Février 2025	Le Burundi voit arriver des milliers de personnes fuyant la montée des tensions en République démocratique du Congo
Janvier 2025	L'offensive du groupe armé M23 et des soldats rwandais se dirige désormais vers le Sud-Kivu. La tension monte non seulement dans la région mais aussi avec les pays occidentaux. Les initiatives diplomatiques semblent pour l'heure impuissantes.
Avril 2025	La RDC et les rebelles du M23 concluent un accord de cessez-le-feu lors des négociations au Qatar
Avril 2025	Le gouvernement congolais a lancé un dialogue national pour réformer la gouvernance des ressources naturelles en contexte de conflit sous l'impulsion du Comité de crise pour la paix et la sécurité (CCPS-RDC).

Avril 2024	Contrôle du M23 sur Rubaya
---------------	----------------------------

Implication des Nations Unies

Les agences des Nations Unies jouent un rôle multidimensionnel en RDC en soutenant la gestion durable des ressources naturelles, en protégeant les droits humains et en promouvant la paix et la stabilité.

La MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo) joue un rôle crucial dans la protection des civils et la stabilisation des régions touchées par les conflits liés aux ressources

De plus, les Casques bleus de l'ONU en République Démocratique du Congo qui font partie de la MONUSCO ont un rôle clé dans le maintien de la paix et de la sécurité en RDC.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) soutient la gouvernance, la réduction de la pauvreté et la gestion des ressources naturelles en RDC. Il travaille sur des projets visant à améliorer la transparence dans les industries extractives, à renforcer les capacités gouvernementales et à promouvoir un développement durable.

Solutions déjà mises en place

Révision du Code minier (2018)

Le gouvernement a révisé le Code minier pour augmenter les recettes de l'État, renforcer le contenu local et améliorer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises minières.

Des redevances plus élevées ont été imposées, notamment sur les minéraux stratégiques comme le cobalt.

Toutefois, l'application reste limitée à cause de la corruption et du manque de capacités administratives.

Service d'Assistance et d'Encadrement de l'Exploitation Minière Artisanale et à Petite Échelle

Création du SAEMAPE qui vise à formaliser l'exploitation minière artisanale, améliorer la sécurité des mineurs et réduire le travail des enfants.

Autres Solutions

Des programmes comme le Programme DDR (Désarmement, Démobilisation, Réintégration) sont créés ayant comme but de retirer les combattants des groupes armés et les réintégrer dans la société, notamment par la formation professionnelle.

De plus, le 25 avril, la République démocratique du Congo et les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, ont accepté de cesser les combats dans l'est du pays les deux parties ont annoncé conjointement qu'elles voteraient en faveur de la paix dans une conférence faite au Qatar

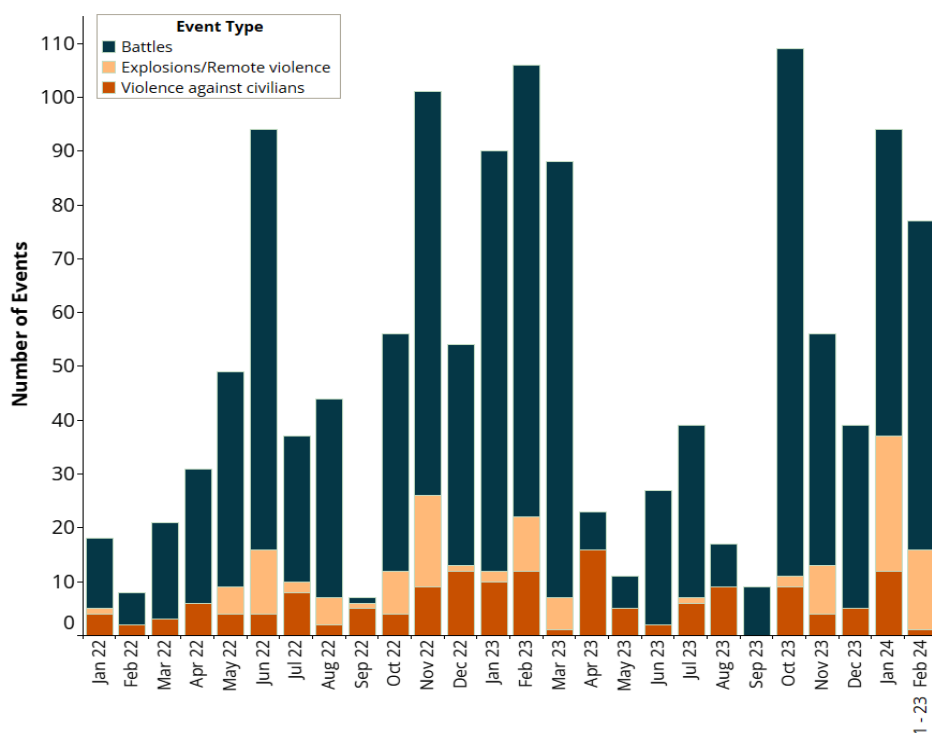
Solutions possibles:

1. Mettre en place des mécanismes obligatoires de traçabilité pour s'assurer que les ressources naturelles ne financent pas les groupes armés.
2. Créer des coopératives encadrées pour les mineurs artisanaux, avec formation, équipement et accès aux marchés légaux.
3. Encourager la construction d'usines de transformation en RDC pour créer de l'emploi et plus de valeur ajoutée localement.
4. Renforcer la présence des Casques bleus (MONUSCO) ou d'une force régionale pour sécuriser les zones minières et expulser les groupes armés.
5. Renforcer des mesures pour assurer une exploitation légale mais aussi plus écologiques
6. Assurer une gouvernance locale et une gestion transparente des ressources naturelles

Annexe:

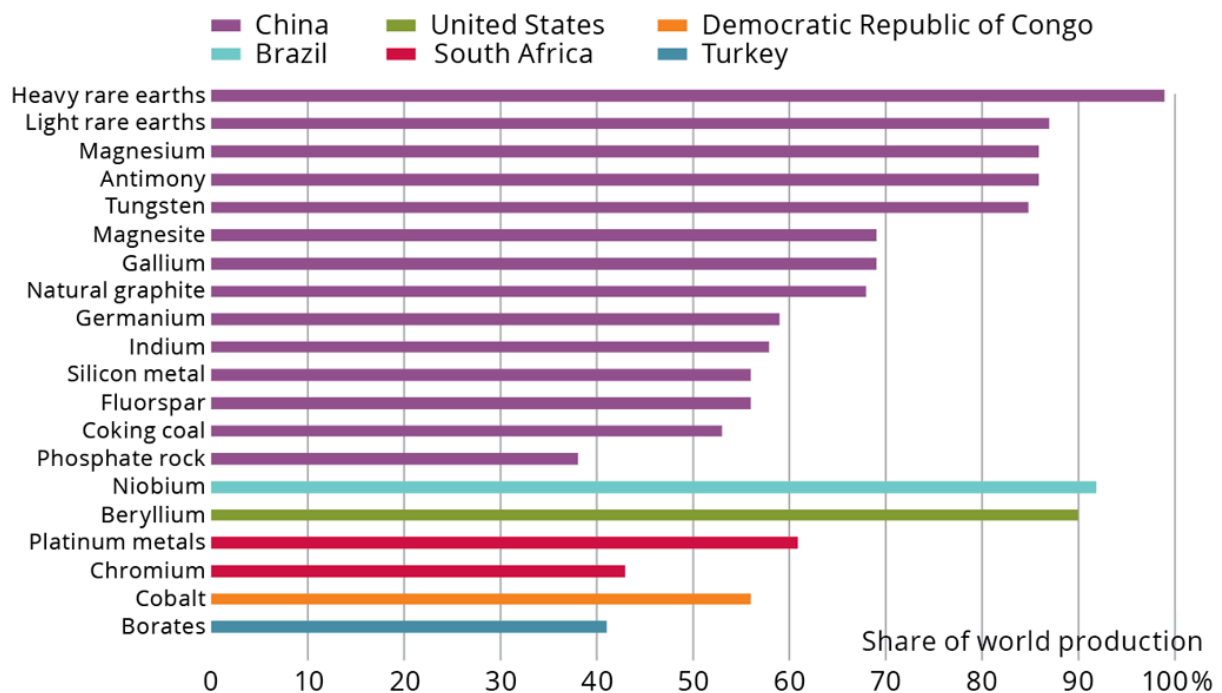
Political Violence Involving Rwanda-Linked Forces in Eastern DR Congo

1 January 2022 - 23 February 2024



Serwat, L. (2024). *ACLED Brief | Rwanda-backed M23 Rebels Advance Toward Goma in Eastern DR Congo*. [online] ACLED. Available at:

<https://acleddata.com/2024/03/04/acled-brief-rwanda-backed-m23-rebels-advance-toward-goma-in-eastern-dr-congo/>.



European Environment Agency (2015). *Intensified global competition for resources (GMT 7)* — European Environment Agency. [online] www.eea.europa.eu. Available at: <https://www.eea.europa.eu/soer/2015/global/competition>.

Bibliographie:

Nations Unies Maintien de la paix. (n.d.). *MONUSCO*. [online] Available at: <https://peacekeeping.un.org/fr/mission/monusco>.

Glòria Pallarès (2025). *Paz a cambio de minerales: las negociaciones entre EE UU y Congo disparan las alertas*. [online] El País. Available at: <https://elpais.com/planeta-futuro/2025-05-18/paz-a-cambio-de-minerales-las-negociaciones-entre-ee-uu-y-congo-disparan-las-alertas.html>? [Accessed 19 May 2025].

<https://www.facebook.com/justicepaix> (2024). *Ressources naturelles et conflits : impasse en RD Congo et débouchés pour l'Europe - Commission Justice & Paix - Belgique francophone*. [online] Commission Justice & Paix - Belgique francophone. Available at:

<https://www.justicepaix.be/ressources-naturelles-et-conflits-limpasse-en-rd-congo-et-debouches-pour-leurope/>.

Business & Human Rights Resource Centre (2018). *Nous avons besoin de changer la gestion des ressources naturelles en République Démocratique du Congo* - Business & Human Rights Resource Centre. [online] Business & Human Rights Resource Centre. Available at:

<https://www.business-humanrights.org/fr/blog/nous-avons-besoin-de-changer-la-gestion-des-ressources-naturelles-en-r%C3%A9publique-d%C3%A9mocratique-du-congo/>.

United Nations Security Council (2020). *M23 | Security Council*. [online] Un.org. Available at:

<https://main.un.org/securitycouncil/en/sanctions/1533/materials/summaries/entity/m23>.

Care. (2025). *Aide humanitaire en RDC | ONG CARE France*. [online] Available at: <https://www.carefrance.org/pays/aide-humanitaire-congo/>

* [Accessed 19 May 2025].

<https://www.facebook.com/bbcnews> (2025).

Conflit dans l'Est de la RD Congo : Le gouvernement et les rebelles du M23 conviennent d'un cessez-le-feu à l'issue de pourparlers au Qatar - BBC News Afrique. [online] BBC News Afrique. Available at:

<https://www.bbc.com/afrique/articles/c1mekl4p2d7o> [Accessed 19 May 2025].

EITI. (2022). *Democratic Republic of the Congo*. [online] Available at:

<https://eiti.org/fr/node/22035> [Accessed 19 May 2025].

OHCHR. (2025). *République démocratique du Congo*. [online] Available at:

<https://www.ohchr.org/fr/countries/democratic-republic-congo> [Accessed 19 May 2025].

Amnesty International. (2024). *Pourquoi la République démocratique du Congo est-elle ravagée par les conflits ?*

<https://www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2024/10/why-is-the-democratic-republic-of-congo-wracked-by-conflict>

Conflits en République Démocratique du Congo : Causes, impact et implications pour la région des Grands Lacs | Nations Unies Commission économique pour l'Afrique.

<https://uneca.org/fr/conflits-en-r%C3%A9publique-d%C3%A9mocratique-du-congo-causes-impact-et-implications-pour-la-r%C3%A9gion-des-grands>

ReliefWeb. (2025). *Crise humanitaire à l'Est de la RDC (Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri) - Rapport de situation (24 mars 2025) - Democratic Republic of the Congo.* [online] Available at:

<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/crise-humanitaire-lest-de-la-rdc-nord-kivu-sud-kivu-ituri-rapport-de-situation-24-mars-2025>

Unicef.org. (2021). *Près de 75.000 personnes déplacées vivent dans des conditions infernales dans un camp à l'est de la RDC.* [online] Available at:

<https://www.unicef.org/drcongo/communiques-presse/75000-personnes-deplacees-vivent-conditions-infernales-camp-est-rdc>

Amnesty International. (2025). *RDC. Les violations endémiques des droits humains imputables au groupe armé M23 appellent une action internationale concertée.*

[online] Available at:

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2025/03/drc-m23s-rampant-human-rights-abuses-demand-concerted-international-action/>

Zainab (2024). *Un nouveau rapport dévoile les coûts humains et environnementaux de l'essor du cobalt en RDC.* [online] RAID. Available at:

<https://raid-uk.org/un-nouveau-rapport-devoile-les-couts-humains-et-environnementaux-de-lessor-du-cobalt-en-rdc/>

Afrewatch (2024). *Un regard critique sur les coûts environnementaux et humains de l'exploitation industrielle du cobalt en RDC*. [online] Afrewatch. Available at: <https://afrewatch.org/un-regard-critique-sur-les-couts-environnementaux-et-humains-de-lexploitation-industrielle-du-cobalt-en-rdc/>

